



Distribution: générale

Date: 30 novembre 2017

Original: anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2018/6-A/1/DRAFT

Questions opérationnelles

**Pour approbation**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Projet de plan stratégique de pays — Pakistan (2018–2022)**

Durée du projet	1 <sup>er</sup> janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	449 588 953 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

\* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

### **Résumé**

Aujourd'hui en pleine croissance économique et fort d'une sécurité accrue, le Pakistan doit cependant consentir davantage d'efforts et d'investissements pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Une malnutrition persistante, une forte vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, les effets du changement climatique et le déclin de la production et de la productivité chez les petits exploitants entravent les progrès socioéconomiques. Seuls des fondements solides, comme une population en situation de sécurité alimentaire, bien nourrie, instruite et en bonne santé, de bonnes conditions de sécurité, le respect de l'égalité des sexes et de bonnes possibilités de subsistance peuvent favoriser la prospérité du sixième pays le plus peuplé du monde.

Le plan de développement national – Vision 2025 – reposant sur l'idée que la ressource la plus précieuse du Pakistan est sa population, s'est fixé entre autres objectifs d'améliorer le capital humain et social, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable au Pakistan (2018–2022) mettra l'accent sur la croissance économique, la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience, l'éducation, les moyens d'existence productifs et la protection sociale.

Fondé sur une analyse rigoureuse et des consultations approfondies, un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Pakistan a permis de recenser les problèmes qui font obstacle à l'élimination de la faim et de la malnutrition, et de présenter des solutions possibles. Parmi les problèmes relevés, on peut citer la nécessité d'adopter une approche globale et intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition face à une population en phase de croissance et d'urbanisation rapides, et

#### **Coordonnateurs responsables:**

M. D. Kaastrud  
Directeur régional  
Asie et Pacifique  
courriel: [david.kaastrud@wfp.org](mailto:david.kaastrud@wfp.org)

M. F. Curran  
Directeur de pays  
courriel: [finbar.curran@wfp.org](mailto:finbar.curran@wfp.org)

d'investir dans des approches économiquement rationnelles dont les générations futures pourront tirer profit.

Le présent plan stratégique de pays a été conçu sur la base de cet examen stratégique et de discussions avec le Gouvernement. Il décrit le rôle que jouera le PAM dans la mise en œuvre de mesures nationales prioritaires destinées à atteindre les objectifs de développement durable 2 et 17 et évoque la poursuite de la transition entre les activités d'assistance humanitaire et celles menées pour aider le Gouvernement à renforcer la résilience du Pakistan. Au carrefour de l'assistance humanitaire et du développement, l'action du PAM vise à préserver les acquis du développement face aux catastrophes naturelles, tout en ouvrant la voie au développement pendant la phase de redressement.

Le plan stratégique de pays est conforme aux priorités gouvernementales et s'attache à trouver des synergies avec des partenaires pour aider le Pakistan à mettre en œuvre le programme Vision 2025, les objectifs de développement durable et d'autres engagements pris par la communauté internationale lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2015, ou dans le cadre de la stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale. Pour ce faire, cinq effets directs stratégiques ont été mis au point:

- *Effet direct stratégique 1:* Les populations pakistanaises victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un autre type de choc ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après la survenue de l'événement.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante.
- *Effet direct stratégique 3:* La nutrition de l'ensemble de la population pakistanaise s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025.
- *Effet direct stratégique 4:* D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux.
- *Effet direct stratégique 5:* D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire de la population pakistanaise et de lui fournir les services essentiels.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Pakistan (2018–2022) (WFP/EB.1/2018/6-A/1), pour un coût total pour le PAM de 449 588 953 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. Le Pakistan est le sixième pays le plus peuplé au monde: sa population dépasse 200 millions d'habitants et devrait atteindre 244 millions d'ici à 2030<sup>1</sup>. L'urbanisation rapide et l'augmentation du nombre de jeunes peuvent freiner le progrès socioéconomique du pays, ou au contraire, si des bases solides sont jetées, le stimuler.
2. Le Pakistan est devenu un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) en 2008. En 2016, son produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5,7 pour cent<sup>2</sup>. Le plan de développement national Vision 2025 s'est fixé comme objectif de faire passer le revenu par habitant de 1 300 dollars à 4 200 dollars et de ramener le taux de pauvreté de 49 pour cent à 20 pour cent d'ici à 2025<sup>3</sup>.
3. Porte d'entrée de l'Asie centrale, le Pakistan jouit d'un emplacement stratégique, le long de couloirs économiques majeurs. Il borde l'Afghanistan, la Chine, l'Inde et la République islamique d'Iran. Situé entre la mer d'Arabie et l'Himalaya, et entre les montagnes arides et les plaines alluviales de l'Indus, le Pakistan subit périodiquement des inondations, des sécheresses et des tremblements de terre de grande ampleur, ce qui fait de lui le septième pays le plus exposé aux risques climatiques à long terme dans le monde<sup>4</sup>.
4. La sécurité s'étant améliorée, environ 85 pour cent des 2 millions de personnes<sup>5</sup> (dont 70 pour cent de femmes et d'enfants) déplacées dans les régions tribales sous administration fédérale sont rentrés, et des efforts de relèvement et de reconstruction sont en cours pour que cette situation se stabilise. Dans le même temps, 44 000 familles restent déplacées<sup>6</sup>.

### 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

5. Le Pakistan adhère pleinement aux objectifs de développement durable (ODD) et le programme Vision 2025 s'y conforme. Face aux progrès insuffisants qu'il avait enregistrés au regard des objectifs du Millénaire pour le développement, il devra redoubler d'efforts pour atteindre l'ODD 2, comme le souligne un examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition effectué dans le pays par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et l'université Aga Khan, sous les auspices du Ministère des finances et du Coordonnateur résident des Nations Unies.
6. *Accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année.* En dépit d'une réduction marquée, la prévalence de la sous-alimentation au Pakistan était encore de 18 pour cent en 2016<sup>7,8</sup>; ce taux, considéré comme "modérément élevé"<sup>9</sup>, est plus important en milieu urbain qu'en zone rurale. La pauvreté a reculé, mais la faiblesse du pouvoir d'achat et les dynamiques de marchés sont parmi les facteurs importants à l'origine de la sous-alimentation, qui est vécue différemment par les femmes, les hommes, les filles et les garçons. La crise alimentaire mondiale de 2007–2008 a

---

<sup>1</sup> Bilan commun de pays des Nations Unies, 2016.

<sup>2</sup> Données de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/758111507887869177/pdf/120418-WP-PUBLIC-CountrySnapshotPakistan-CompleteFinal.pdf>.

<sup>3</sup> Le programme Vision 2025 a été adopté par le Gouvernement du Pakistan en 2014. Le revenu par habitant et les taux de pauvreté cités datent de 2013.

<sup>4</sup> Indice mondial des risques climatiques, 2017.

<sup>5</sup> Stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale, 2015.

<sup>6</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Pakistan – Aperçu humanitaire hebdomadaire des retours dans les régions tribales sous administration fédérale, juillet 2017.

<sup>7</sup> État de la sécurité alimentaire au Pakistan, 2016 (non publié). Selon *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*, la sous-alimentation au Pakistan a diminué, passant de 23,3 pour cent en 2004-2006 à 19,9 pour cent pour la période 2014-2016. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2017. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2017*. FAO. *Renforcer la résilience pour la paix et la sécurité alimentaire*. <http://www.fao.org/3/a-I7695f.pdf>

<sup>8</sup> Il n'existe pas de données ventilées par sexe fiables sur le taux de sous-alimentation au Pakistan, mais un lien a pu être établi entre les inégalités entre les sexes et la malnutrition chez les femmes et les filles (comme l'indique l'Enquête nationale sur la nutrition de 2011).

<sup>9</sup> Selon le seuil présenté dans la Carte de la faim dans le monde.

- mis en évidence que la hausse du prix des denrées et d'autres chocs entravent l'accès à l'alimentation.
7. La sous-alimentation est répartie de façon inégale, et c'est dans les provinces du Sindh, du Baloutchistan et du Khyber Pakhtunkhwa, ainsi que dans les régions tribales sous administration fédérale qu'elle est la plus répandue. Du fait de leur densité de population, les provinces du Punjab et du Sindh abritent 16 des 22 millions de femmes et d'enfants sous-alimentés que compte le pays<sup>10</sup>. Les difficultés d'accès physique persistent dans certaines zones reculées du Baloutchistan, du Khyber Pakhtunkhwa, de l'Azad Jammu-et-Cachemire et du Gilgit-Baltistan. Dans les zones des régions tribales sous administration fédérale qui sont le théâtre d'opérations de maintien de l'ordre, les besoins liés à la sécurité alimentaire et à la reconstitution des moyens d'existence sont immenses car les situations de déplacement perdurent et les perspectives de subsistance sont faibles.
  8. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition.* Avec un taux de prévalence de 44 pour cent<sup>11</sup>, le Pakistan occupe la troisième place mondiale pour ce qui est du nombre d'enfants présentant un retard de croissance. En outre, 15 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation et 30 pour cent d'insuffisance pondérale<sup>12</sup>. Les cas graves de retard de croissance, d'émaciation et d'insuffisance pondérale sont plus fréquents chez les garçons que chez les filles<sup>13</sup>. Particulièrement répandues chez les nourrissons et chez les jeunes enfants, les carences en micronutriments touchent tous les quintiles de richesse. Le Pakistan affiche une prévalence élevée pour tous les indicateurs de malnutrition<sup>14</sup>. Entre 2001 et 2011, la proportion d'enfants présentant une insuffisance pondérale a diminué de plus de 10 pour cent, mais le taux de retard de croissance a augmenté de 13 pour cent, et le taux d'émaciation est passé de 14,3 pour cent à 15,1 pour cent, franchissant les seuils d'urgence de l'OMS en matière de nutrition<sup>15</sup>. Le double fardeau de la malnutrition<sup>16</sup> est une nouvelle source d'inquiétude, puisque 40 pour cent des femmes sont en surpoids et que l'obésité touche davantage les femmes que les hommes<sup>17</sup>.
  9. Parmi les facteurs à l'origine de ces taux de malnutrition élevés, on peut citer l'impossibilité pour les deux tiers de la population de s'offrir une alimentation nutritive<sup>18</sup>, la méconnaissance des bonnes pratiques nutritionnelles, l'insuffisance des soins de santé, et le manque d'installations d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Cette situation illustre un problème lié à l'alimentation des mères et des adolescentes, comme en atteste le taux d'insuffisance pondérale d'au moins 18 pour cent chez les femmes en âge de procréer<sup>19</sup>.
  10. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits exploitants.* La majorité des agriculteurs pakistanais (65 pour cent en 2010) sont de petits exploitants<sup>20</sup>. Selon l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition mentionné au paragraphe 5, les petits exploitants (en raison de la diminution de la superficie des exploitations) et les métayers ont une faible productivité, leurs rendements et leurs revenus sont bas, et ils produisent à peine de quoi satisfaire les besoins caloriques de leur famille. Les ruraux sans terre sont souvent de petits éleveurs, des travailleurs journaliers ou, en particulier dans le cas des femmes, des travailleurs à domicile. L'instabilité de leurs revenus les rend sensibles aux variabilités saisonnières et donc très vulnérables en cas de choc.

---

<sup>10</sup> Ministère de la planification et du développement, et Ministère des services de santé publique, de la réglementation et de la coordination. Enquête nationale sur la nutrition de 2011.

<sup>11</sup> Enquête nationale sur la nutrition de 2011.

<sup>12</sup> Enquête nationale sur la nutrition de 2011 (absence de données ventilées par sexe).

<sup>13</sup> Les causes de ces écarts statistiques au Pakistan n'ont pas été analysées.

<sup>14</sup> Rapport sur la nutrition mondiale, 2015.

<sup>15</sup> Enquête nationale sur la nutrition de 2001 et 2011.

<sup>16</sup> On parle de "double fardeau de la malnutrition" lorsqu'au sein d'une population, la dénutrition coexiste avec le surpoids et l'obésité.

<sup>17</sup> Données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Enquête sanitaire et démographique au Pakistan, 2012–2013.

<sup>18</sup> Coût minimum du régime alimentaire, Pakistan, 2016.

<sup>19</sup> Enquête sanitaire et démographique au Pakistan, 2012–2013.

<sup>20</sup> Recensement agricole du Pakistan, 1990–2010.

11. La faible productivité et les bas revenus des petits exploitants et des métayers s'expliquent par leurs difficultés d'accès au crédit<sup>21</sup>, leur méconnaissance de pratiques agricoles plus efficaces ou le manque de mesures pouvant les inciter à adopter de telles pratiques et la couverture insuffisante des régimes d'assurance existants. Il est difficile pour les femmes de devenir propriétaires de terres ou d'autres actifs, ou encore d'avoir accès à des services. À peine 5 pour cent des ménages agricoles ont une femme à leur tête. Elles ont donc peu de chance d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'intervenir davantage dans la prise des décisions au sein du ménage.
12. *Systèmes alimentaires durables.* Au Pakistan, le système alimentaire actuel ne permet pas d'assurer une alimentation abordable, saine et nutritive de façon durable. En raison des mauvaises performances au niveau du stockage et du transport des récoltes, les pertes après récolte atteignent 25 à 40 pour cent<sup>22</sup>. Le système alimentaire n'est pas en mesure de résister aux fréquentes perturbations causées par les catastrophes naturelles ou d'autres chocs, et ne s'est pas adapté aux nouvelles tendances démographiques, telles que l'urbanisation rapide. La moitié des pertes provoquées par les inondations de 2010 concernaient le secteur de l'agriculture. À l'heure actuelle, le système pakistanais de gestion des risques de catastrophe ne s'intègre pas dans un système global d'alerte rapide, ce qui aggrave les risques qui pèsent sur le système alimentaire.

### **Environnement macroéconomique**

13. Depuis 2013, la stabilité macroéconomique du Pakistan s'améliore et son PIB s'accroît, en grande partie grâce à une politique monétaire accommodante et à une augmentation des dépenses de développement et du crédit accordé au secteur privé. D'ici à 2018, l'inflation devrait atteindre environ 4 pour cent. En prise avec de nombreux circuits favorisant la coopération régionale (notamment le couloir économique Chine–Pakistan, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les États de l'Asie centrale), le Pakistan jouit d'un grand potentiel économique. Les mesures de soutien des prix du blé, du riz et du sucre ont des répercussions plus importantes sur les prix que sur les fluctuations des taux de change, notamment depuis que les importations d'aliments de base ont été limitées<sup>23</sup>. Les secteurs non agricoles se développent, en particulier ceux des services, de l'industrie manufacturière et des technologies<sup>24</sup>.
14. Avec des recettes fiscales qui représentent à peine 12,6 pour cent du PIB (parmi les plus faibles de l'Asie du Sud), le recul récent des envois de fonds et l'augmentation des obligations au titre du service de la dette, le Pakistan manque de ressources à investir dans le développement<sup>25</sup>. Bien que 94 pour cent des 61 millions d'actifs que compte le Pakistan travaillent, nombreux sont ceux qui gagnent moins que le salaire minimum; en outre, au moins 70 pour cent (principalement des femmes) sont employés dans l'économie informelle qui est vulnérable aux chocs économiques<sup>26</sup>. La population active compte à peine 24,8 pour cent de femmes<sup>27</sup>, lesquelles sont par ailleurs soumises à des contraintes sociales; ce niveau d'inégalité élevé entre les sexes n'est pas sans rapport avec un PIB par habitant relativement bas<sup>28</sup>.

### **Principaux liens intersectoriels**

15. *Réduction de la pauvreté.* La pauvreté multidimensionnelle a diminué, passant de 55 pour cent à 39 pour cent<sup>29</sup> entre 2004–2005 et 2014–2015 grâce aux investissements consentis dans les domaines de la protection sociale et de la création d'emplois pour lutter contre la pauvreté. Le Gouvernement vise à réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici à 2025, mais un coefficient de

---

<sup>21</sup> Hussain et Thapa. 2012. *Smallholders' access to Agricultural Credit in Pakistan*. *Food Security* 4:73.

<sup>22</sup> Indice de la sécurité alimentaire dans le monde, 2016.

<sup>23</sup> Hyder et Shah. 2004. *Exchange Rate Pass-through to Domestic Prices in Pakistan*, *State Bank of Pakistan Working Paper Series*, juin 2004 (n° 5).

<sup>24</sup> Enquête économique du Pakistan, 2016–2017.

<sup>25</sup> Banque d'État du Pakistan, *The State of Pakistan's Economy 2016–2017*, Q3.

<sup>26</sup> Bilan commun de pays des Nations Unies, 2016.

<sup>27</sup> Organisation internationale du travail, **ILOSTAT**.

<sup>28</sup> Forum économique mondial. 2015. *The Case for Gender Equality*. Disponible à l'adresse: <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2015/the-case-for-gender-equality/>.

<sup>29</sup> Indice de la pauvreté multidimensionnelle, 2016 (les données relatives à la pauvreté ne sont pas ventilées par sexe).

Gini de 0,307 en 2015 témoigne d'une croissance irrégulière<sup>30</sup>. Bien qu'elle figure au cœur des priorités du pays, la réduction effective de la pauvreté n'a pas entraîné d'améliorations comparables en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et n'a pas bénéficié également aux hommes et aux femmes.

16. *Éducation*. Si les taux de scolarisation et de poursuite des études sont en hausse, il n'en reste pas moins que 22,6 millions d'enfants âgés de 5 à 16 ans (12,1 millions de filles et 10,5 millions de garçons) ne vont pas à l'école<sup>31</sup>. Des disparités importantes existent en fonction du sexe, de l'emplacement géographique, de l'origine ethnique et de la situation socioéconomique. Le faible niveau d'instruction limite la mobilité économique et se répercute sur la nutrition des ménages démunis.
17. *Santé*. Malgré des indicateurs de santé favorables, des problèmes importants persistent au Pakistan et les investissements sociaux dans ce domaine restent maigres, au détriment de la nutrition de la population. Les maladies non transmissibles sont responsables de plus de la moitié de la mortalité et de la morbidité évitables au Pakistan. Le manque d'information et l'insuffisance des services de santé sexuelle et génésique, alliés aux grossesses précoces, contribuent à perpétuer les cycles de la faim et de la malnutrition<sup>32</sup>. Chez les enfants de moins de 5 ans, les principales causes de décès sont les infections respiratoires aiguës, la malnutrition et la diarrhée. Les services d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène se sont améliorés, mais nombreux sont ceux qui n'ont pas encore accès à des sources d'eau salubre ni à des toilettes.
18. *Problématique hommes-femmes*. Bien que l'autonomisation des femmes progresse, le Pakistan ne se classe qu'au 143<sup>e</sup> rang de l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes<sup>33</sup>. L'exclusion et la violence subies par les femmes nuisent aux progrès socioéconomiques, gênent l'accès à l'alimentation et font obstacle à l'amélioration de la nutrition chez les femmes et leur famille. L'Assemblée nationale du Pakistan<sup>34</sup> ne compte que 20 pour cent de femmes<sup>35</sup>, et 21 pour cent des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, ce qui réduit les perspectives qui pourraient s'offrir à elles et pèse sur l'insécurité alimentaire<sup>36</sup>.

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

19. Fondé sur une analyse rigoureuse et des consultations approfondies menées avec les acteurs fédéraux et provinciaux, l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Pakistan a mis en évidence un certain nombre d'insuffisances et de problèmes.
20. Ainsi, des lacunes persistent dans les politiques relatives à la sécurité alimentaire, qui sont axées pour la plupart sur la disponibilité et sur la production alimentaires, et non sur l'accessibilité qui est un facteur majeur d'insécurité alimentaire. Il n'existe pas de politiques agricoles et foncières qui promeuvent une croissance agricole inclusive, en particulier pour les petits exploitants, et permettent aux femmes de posséder des moyens d'assurer leur subsistance au même titre que les hommes.
21. Parmi les problèmes relatifs à la mise en œuvre, on peut citer le manque de financements, de capacités à l'échelle des provinces et des districts, de cadres réglementaires, d'exécution et de suivi. Les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation sont faibles. L'examen stratégique a recommandé que le Gouvernement réaffecte des fonds destinés à la subvention des prix à des programmes visant à accroître la productivité agricole, à aider les petits exploitants et

---

<sup>30</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport sur le développement humain, 2016.

<sup>31</sup> Statistiques sur l'éducation au Pakistan, 2015-2016.

<http://library.aepam.edu.pk/Books/Pakistan%20Education%20Statistics%202015-16.pdf>, <https://data.unicef.org/country/pak/>

<sup>32</sup> Par exemple, voir Arrow. 2015. *Country Profile on Universal Access to Sexual and Reproductive Health: Pakistan*; et Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies. *World Contraceptive Use 2017* (qui montre que les besoins de 20 pour cent des femmes mariées ou en couple au Pakistan en matière de planification familiale ne sont pas satisfaits).

<sup>33</sup> Indice mondial des disparités entre hommes et femmes, 2016. L'examen a été mené dans 144 pays.

<sup>34</sup> Le Parlement du Pakistan comprend le Président, l'Assemblée nationale et le Sénat.

<sup>35</sup> [Base de données sur la femme dans les parlements nationaux](#).

<sup>36</sup> Pakistan Social and Living Standards Measurement, 2010–2011 (Enquête sur le niveau social et les conditions de vie au Pakistan, 2010-2011); [statistiques sur les mariages d'enfants](#) de l'UNICEF.

- à améliorer la nutrition par le biais de la protection sociale. Ces allocations budgétaires se fonderaient sur des approches rationnelles fondées sur des éléments probants, intégrant une planification et une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.
22. La collecte de données demeure limitée en termes de fréquence, de cohérence, de couverture, et de ventilation par âge et par sexe. L'examen stratégique préconise la mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire qui regroupe les informations sur la production et sur les marchés, et qui permette de ventiler les données sur les groupes vulnérables pour dresser un tableau complet, analyser les tendances et donner rapidement l'alerte.
  23. Les stratégies récemment adoptées en matière de nutrition à l'échelle des provinces doivent être mises en œuvre. La coordination multisectorielle pourrait être améliorée pour trouver des solutions au manque d'aliments nutritifs abordables, sensibiliser davantage aux bienfaits d'une alimentation variée et à l'utilité de pratiques d'alimentation adaptées, et renforcer l'accès aux services d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Bien que les investissements consacrés à la nutrition augmentent, les allocations budgétaires restent limitées, exigeant davantage d'efforts de sensibilisation.
  24. Les filets de sécurité existants tentent d'apporter une réponse au problème de la pauvreté, mais ne sont pas conçus pour améliorer la sécurité alimentaire ou la nutrition. Il est néanmoins possible de les modifier pour les rendre plus productifs, plus protecteurs et mieux adaptés aux besoins des citoyens pauvres et des ruraux sans terre. De nombreux Pakistanais, et en particulier des femmes, des citoyens pauvres et des ruraux sans terre ont une mobilité sociale et économique restreinte et n'ont pas les compétences requises pour obtenir un emploi non agricole et améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition.
  25. Les disparités entre les sexes persistent dans les domaines de l'éducation, de la représentation politique, de l'engagement économique et de l'accès aux ressources. Le programme Vision 2025 et d'autres politiques récentes visent à combler ces écarts, mais leur mise en œuvre est insuffisante et des pratiques discriminatoires persistent dans tous les secteurs, mettant ainsi en jeu la pérennité des efforts déployés pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition.
  26. Les capacités de réaction aux catastrophes ont été améliorées aux niveaux national et provincial; le système pakistanais de gestion des risques de catastrophe doit toutefois être renforcé, notamment dans le domaine de l'atténuation des risques. Pour ce faire, il faudrait adopter une planification tenant compte des risques qui mobilise des groupes de population et réponde à leurs besoins, et accroître la capacité d'exécution des districts.
  27. Le système alimentaire, notamment la commercialisation, la distribution, la gestion après récolte, la transformation et la création de valeur ajoutée (comme l'enrichissement des aliments), peut être sensiblement amélioré pour accroître l'efficacité et l'équité tout en respectant les normes de qualité et de sécurité des aliments, en renforçant, par exemple, les cadres réglementaires et le suivi.

#### **1.4 Priorités pour le pays**

##### ***Priorités du Gouvernement***

28. Le programme Vision 2025 repose sur l'idée que la population du pays constitue sa ressource la plus précieuse. Il organise le développement autour de sept grands axes: en tout premier lieu, les citoyens, puis la croissance, la gouvernance, la sécurité, l'entrepreneuriat, l'économie de la connaissance et la connectivité. Le Pakistan met également en œuvre les ODD à l'échelle nationale; l'action qu'il mène en vue d'atteindre l'ODD 2 correspond au grand axe du programme Vision 2025 relatif à la sécurité (énergie, approvisionnement en eau et sécurité).
29. La Constitution ayant été modifiée en 2010 pour transférer une grande partie de la gouvernance aux provinces, celles-ci pilotent aujourd'hui de nombreuses activités de développement.



30. Pour l'exercice 2017-2018, le budget alloué au développement s'élève à environ 20 milliards de dollars (2 113 milliards de roupies pakistanaises)<sup>37</sup>, soit une augmentation de 37 pour cent par rapport aux années précédentes. Bien que les investissements dans les subventions à l'agriculture et aux produits alimentaires soient importants, ils sont rarement ciblés et généralement régressifs. Le Gouvernement utilise son excédent de blé pour appuyer des initiatives de développement et des opérations humanitaires.
31. Les politiques de développement liées à la nutrition ont récemment progressé, avec la mise en place de stratégies multisectorielles provinciales en faveur de la nutrition, la loi sur la protection de l'allaitement maternel et de la nutrition infantile, la loi sur l'enrichissement des aliments et la loi sur la limitation des mariages précoces. La coordination interinstitutions s'est améliorée depuis que le Pakistan s'est joint au mouvement Renforcer la nutrition (SUN), et le Ministère de la planification, du développement et des réformes dispose d'un Secrétariat pour le mouvement SUN. Les services provinciaux chargés de la planification et du développement sont également dotés d'unités SUN qui facilitent la coordination au niveau infranational. Le Ministère des services de santé publique, de la réglementation et de la coordination a permis d'établir des alliances pour l'enrichissement des aliments à l'échelle nationale et provinciale. Ces initiatives ne mettent plus l'accent sur le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë mais donnent la priorité à la prévention du retard de croissance, de l'émaciation et des carences en micronutriments dans le cadre d'interventions spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle ayant trait à l'agriculture, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes et l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène.
32. Bien que la Constitution du Pakistan garantisse la sécurité sociale et la satisfaction des besoins fondamentaux de tous, les dépenses de protection sociale sont modestes et la prise en charge, bien qu'elle augmente, ne dépasse pas 10 pour cent environ de la population nationale. Le Gouvernement du Punjab consacre environ un tiers de son budget à des programmes sociaux et de réduction de la pauvreté. Le programme Benazir de soutien aux revenus verse des allocations en espèces à 5,7 millions de ménages dirigés par une femme<sup>38</sup>. Le programme de redistribution du Gouvernement du Punjab repose sur l'institution islamique Zakat, qui prélève une aumône légale auprès des musulmans jouissant de ressources financières importantes pour redistribuer les fonds ainsi collectés aux musulmans pauvres en situation de détresse. Le projet de politique d'éducation nationale et certains programmes d'éducation provinciaux prévoient la fourniture de repas scolaires.
33. Le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche a élaboré une politique nationale de sécurité alimentaire visant à améliorer la production agricole et les disponibilités alimentaires. Le Gouvernement du Punjab met actuellement en place des partenariats public-privé destinés à gérer les réserves de céréales en vue de réduire les pertes de produits alimentaires et d'atténuer l'instabilité des prix.
34. Le Pakistan a ratifié l'Accord de Paris sur le changement climatique et récemment adopté une politique à ce sujet en complément de sa politique nationale de réduction des risques de catastrophe et de son plan national de gestion des catastrophes. Les autorités chargées de gérer les catastrophes s'orientent vers une approche plus volontariste et reconnaissent la nécessité d'établir un système mieux intégré qui incorpore la mise en œuvre à l'échelle des districts et aide les communautés à renforcer leur résilience. La stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable, élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale en 2015, trace les grandes lignes du plan de relèvement et des réformes destinées à faciliter le retour des populations déplacées dans ces zones.

### ***Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires***

35. Dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action", les services des Nations Unies au Pakistan sont coordonnés et placés sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies. Les organismes des Nations Unies intégreront leurs programmes dans le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (2018–2022), qui tiendra compte de la transition entreprise

---

<sup>37</sup> Discours du Ministre des finances sur le budget, 2017.

<sup>38</sup> <http://bisp.gov.pk/cash-grant/#objective946d-4435> (dernière consultation le 3 août 2017).



par le PAM pour passer d'un rôle de pourvoyeur d'aide humanitaire à celui de catalyseur du développement national. Cinq des dix principaux effets directs ont trait à la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience, l'éducation et la protection sociale.

36. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui élabore actuellement son prochain cadre de programmation pour le Pakistan, a défini quatre domaines prioritaires auxquels elle fournira un appui: un plan d'action national Faim zéro; la croissance économique agricole durable; la gestion des risques de catastrophe; et les politiques et programmes à mettre en œuvre après le transfert des responsabilités. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) contribue à transposer à plus grande échelle les programmes visant à aider la population à sortir de la misère et à renforcer la résilience en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le projet de programme de pays du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour 2018–2022 est axé sur la survie néonatale et infantile, la nutrition des filles et des garçons (l'accent étant mis sur le traitement des enfants souffrant de malnutrition aiguë), l'éducation, la protection des enfants contre la violence, la négligence et l'exploitation, et les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. L'action du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) porte sur la prévention des crises et le redressement, l'environnement et le changement climatique. Les organismes des Nations Unies appuient collectivement le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale.
37. La Banque mondiale appuie les mesures adoptées par le Pakistan pour réduire la pauvreté et partager la prospérité en stimulant le secteur de l'énergie et le développement du secteur privé, en venant en aide aux personnes les plus vulnérables et laissées pour compte, et en améliorant les services et les efforts entrepris pour connecter le pays aux marchés de la région. La Banque asiatique de développement aide le Pakistan à développer son infrastructure et à réformer ses institutions; à cet effet, elle apporte une assistance financière dans divers secteurs: agriculture et développement rural, approvisionnement en eau et autres types d'infrastructure et de services urbains, gestion du secteur public et finances. Les deux banques appuient le programme Benazir de soutien aux revenus, notamment l'adoption d'une stratégie de reclassement.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

38. L'évaluation à mi-parcours de 2014 portant sur l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) (2013–2015) au Pakistan a recommandé au PAM de continuer de renforcer les capacités gouvernementales. Des discussions menées avec le Gouvernement pendant l'élaboration de l'IPSR pour 2016–2018 ont confirmé la priorité donnée à l'assistance technique et au redressement.
39. Un certain nombre de recommandations issues de l'évaluation ont été adoptées pour l'IPSR en cours, notamment celles préconisant d'améliorer les capacités du Gouvernement en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe; d'expérimenter des approches innovantes en matière de produits pour prendre en charge la malnutrition aiguë; de soutenir davantage la gouvernance et les programmes en matière de nutrition; d'améliorer les liens avec les programmes de protection sociale; et d'accroître la collaboration entre les initiatives portant sur l'éducation, la nutrition, le redressement rapide, les moyens d'existence et la protection sociale. Le présent plan stratégique de pays (PSP) va dans la même direction et prend en compte les recommandations issues des évaluations du PAM – telles que l'évaluation effectuée en 2010 sur les activités d'appui aux moyens d'existence – qui préconisent de concentrer les interventions en intensifiant leur champ d'action, en limitant leur portée géographique et en adoptant une approche destinée à faire évoluer les relations entre les sexes pour obtenir des résultats tangibles et égaux pour les femmes, les hommes, les garçons et les filles.

40. Le PAM a apporté un appui décisif aux réseaux SUN et contribué à donner plus d'importance à la nutrition dans les programmes nationaux<sup>39</sup>. Il aide le Ministère de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche dans plusieurs secteurs: suivi de la sécurité alimentaire, élaboration de politiques (y compris le projet de politique nationale en matière de sécurité alimentaire) et renforcement des capacités.
41. Les résultats de l'évaluation décentralisée (disponibles au début de l'année 2018) réalisée pour mesurer les effets directs obtenus sur la sécurité alimentaire par l'assistance fournie par le PAM aux personnes temporairement déplacées en 2015-2017 au Pakistan permettront de guider la mise en œuvre du présent PSP.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

42. Compte tenu des travaux engagés et des relations établies, le PAM est en mesure d'apporter une contribution importante aux plans et aux priorités du Gouvernement aux niveaux politique et communautaire, au Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, et, au bout du compte, à la sécurité alimentaire et à la nutrition du peuple pakistanais. Le PAM présente en effet de nombreux atouts:
  - une position unique, au carrefour de l'assistance humanitaire et du développement, qui fait intervenir tous les échelons de l'administration et les communautés, et les secteurs public et privé;
  - l'expérience qu'il a acquise et le rôle qu'il joue dans le domaine des politiques pour assurer une mise en œuvre efficace;
  - l'aptitude à exploiter la capacité de son réseau mondial pour élaborer des solutions novatrices adaptées à la situation particulière du Pakistan; et
  - des points forts au plan de l'analyse des données, des technologies de l'information, du suivi, des remontées d'informations des bénéficiaires et des chaînes d'approvisionnement, pour améliorer l'efficacité, l'efficacité, l'équité et la transparence.
43. L'augmentation des investissements sociaux du Gouvernement permet au PAM de plaider en faveur d'investissements similaires qui contribuent à la réalisation de l'ODD 2 et qui privilégient des approches fondées sur des données probantes traitant de questions liées à la problématique hommes-femmes, à l'âge et à l'isolement pour que personne ne soit laissée de côté. Grâce à l'adoption de politiques de protection sociale et aux engagements budgétaires correspondants (comme le souligne l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition), le PAM peut contribuer à intégrer dans les filets de protection sociale des approches à dimension nutritionnelle, destinées à faire évoluer les relations entre les sexes, réactives face aux chocs et axées sur le reclassement<sup>40</sup>.
44. Les autorités provinciales reconnaissent que les programmes de repas scolaires peuvent contribuer à atteindre les buts recherchés dans le domaine de l'éducation et, s'ils sont bien conçus, dans ceux de la nutrition et de l'égalité des sexes. Le PAM a acquis une vaste expérience, au Pakistan et dans le monde entier, dans l'élaboration et l'exécution des programmes de repas scolaires.
45. Compte tenu de l'action qu'il a menée pour accroître l'efficacité des interventions nutritionnelles (appui à la gouvernance de la nutrition, mise en œuvre d'activités et fourniture de données probantes) et de l'expérience qu'il a acquise dans la production d'aliments nutritifs au niveau local, le PAM est bien placé pour participer à la prochaine phase des initiatives nutritionnelles.

---

<sup>39</sup> Comme le souligne l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR (2013-2015) menée en 2014.

<sup>40</sup> Le terme "reclassement" fait référence au fait que les participants au programme (les ménages pauvres) devraient améliorer leurs revenus, leur base d'actifs et leur niveau de richesse, ce qui aurait un impact important sur leur degré de pauvreté et aboutirait probablement à leur retrait, à terme, des programmes de protection sociale. Par conséquent, l'"approche axée sur le reclassement" peut être considérée comme une méthodologie interdisciplinaire qui cible les personnes très pauvres, afin qu'elles puissent sortir de la pauvreté extrême de façon durable et dans les délais prévus.

46. L'expérience du PAM en matière d'interventions d'urgence et de partenariat avec les autorités chargées de la gestion des catastrophes et le Ministère du changement climatique, facilite l'adoption d'une approche volontariste de la gestion des catastrophes, de l'adaptation au changement climatique et de la création de moyens d'existence durables – en s'appuyant sur les instruments innovants de gestion des risques mis au point par le PAM. Après avoir contribué à améliorer l'infrastructure qui sert à stocker des réserves stratégiques de céréales au Punjab, le PAM a reçu d'autres demandes d'assistance technique du Gouvernement national.

### **2.3 Réorientations stratégiques**

47. Le présent PSP accélérera la réorientation des activités du PAM, déjà amorcée dans l'IPSR en cours, afin de promouvoir les priorités du Gouvernement pakistanais; pour ce faire, il se concentrera sur le renforcement des structures institutionnelles, des cadres d'action et des programmes gouvernementaux; la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes; la lutte contre la malnutrition persistante; et les partenariats public-privé en faveur du développement durable, tout en préservant sa capacité d'intervention d'urgence. La croissance économique du Pakistan se poursuit et le Gouvernement, doté de capacités accrues, s'emploie à prendre en charge les programmes. Dans ce contexte, le calendrier quinquennal du PSP permet d'avoir une vision à plus long terme et d'anticiper les tendances à venir en intégrant la gestion des risques de catastrophe pour renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques; en appuyant un système de protection sociale progressif capable de s'adapter aux changements démographiques et socioéconomiques du Pakistan, notamment à la croissance de la population urbaine et à l'augmentation du nombre de jeunes; et en renforçant les capacités d'atteindre les ODD de façon efficiente, équitable et efficace.

## **3. Orientation stratégique du PAM**

### **3.1 Direction, orientations et impact escompté**

48. Compte tenu de la taille de la population pakistanaise, il est particulièrement difficile d'obtenir un impact à grande échelle. Avec l'augmentation des investissements publics destinés à la réalisation des ODD, le présent PSP prévoit de soutenir les efforts déployés par le Gouvernement pour mettre en œuvre le programme Vision 2025 et les ODD 2 et 17. Pour ce faire, il s'efforcera d'améliorer les systèmes et les réseaux du Pakistan et de les intégrer, notamment les programmes de protection sociale, le système de santé, les systèmes de gestion des catastrophes et les structures communautaires. Le PAM contribuera à diagnostiquer les blocages et les lacunes du système existant et présentera des modèles économiquement efficaces permettant aux acteurs du secteur public et du secteur privé de transposer leur action à plus grande échelle. Le partage des bonnes pratiques et des données d'expérience entre les provinces et les régions permettra aux autorités de mettre au point des interventions appropriées, tout en renforçant la cohésion entre les autorités nationales et provinciales, et les communautés. Le PAM interviendra de moins en moins directement dans l'exécution des programmes pour agir "à la demande", notamment lorsqu'une intervention humanitaire à grande échelle est requise.
49. Le présent PSP met l'accent sur les activités qui contribuent à aider les personnes les plus vulnérables à se libérer de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, en mettant en place les composantes nécessaires pour parvenir à l'égalité des sexes et en améliorant l'acquis nutritionnel de la génération actuelle pour réduire la malnutrition des générations futures de manière exponentielle. Ce plan stimulera les systèmes pakistanais de gestion et de réduction des risques de chocs, en préservant les acquis du développement durement obtenus. Il posera les jalons d'une croissance durable et inclusive, en contribuant à atténuer les disparités entre les sexes et les écarts démographiques. Le PAM espère qu'avant la fin de la période couverte par le PSP, le Pakistan disposera des systèmes et structures de base nécessaires pour accélérer la réalisation de l'ODD 2, et aura acquis une expérience et des compétences à partager avec d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud.
50. Les effets directs stratégiques sont intrinsèquement liés les uns aux autres. Ainsi, à mesure que les capacités du Pakistan de gérer et de réduire les risques de catastrophe s'améliorent, et que les communautés voient leur résilience renforcée au titre de l'effet direct stratégique 4, le PAM devrait avoir moins besoin d'intervenir face aux crises au titre de l'effet direct stratégique 1.

L'effet direct stratégique 3 est axé sur la lutte contre la malnutrition, mais les effets directs stratégiques 1 et 2 contribuent également à améliorer la nutrition par d'autres voies. Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du Pakistan concerne tous les effets directs, tandis que l'effet direct stratégique 5 met l'accent sur les capacités requises pour réaliser des objectifs transversaux des ODD 2 et 17.

51. Le PSP sera harmonisé avec la stratégie du bureau de pays en matière de problématique hommes-femmes et de protection, qui est elle-même conforme à la politique (2015–2020) et au plan d'action du PAM dans ce domaine, l'égalité des sexes devenant ainsi un impératif stratégique. Le PAM s'emploiera à mobiliser les femmes, les hommes, les filles et les garçons, selon des modalités qui favorisent leur autonomisation et permettent d'obtenir des résultats équitablement répartis; il recueillera et exploitera des données ventilées par sexe et par âge pour guider l'élaboration, l'exécution et le suivi des programmes; s'il n'existe pas de données ventilées, il recommandera leur collecte et leur analyse; et il intégrera des analyses différenciées par sexe dans toutes les évaluations, les travaux de recherche et la gestion de l'information, en allouant notamment des ressources à la promotion de l'égalité des sexes et en assurant leur suivi. Le PAM élaborera ses interventions sur la base d'une analyse rigoureuse des risques et de la protection, afin d'atténuer les problèmes aux stades de la planification, de la conception et de la mise en œuvre, et veillera à ce qu'elles ne causent aucun préjudice ni n'aggravent les vulnérabilités existantes.
52. Les effets directs stratégiques ont été conçus à la lumière des priorités gouvernementales et de consultations menées aux niveaux national et provincial pour définir la manière dont le PAM pourrait aider le plus efficacement possible le Pakistan à réaliser l'ODD 2, dans la perspective d'une évolution du paysage socioéconomique du Pakistan à l'horizon 2030. Le PSP s'appuie sur l'analyse et sur les recommandations issues de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il a également tenu compte des discussions qui ont eu lieu avec des acteurs des secteurs public et privé et de la société civile pour renforcer les partenariats en cours et en établir de nouveaux – en particulier avec d'autres organismes des Nations Unies, conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable – afin d'optimiser le rendement des investissements. Le ciblage des districts sera effectué avec le concours des autorités provinciales en prenant en compte l'analyse intégrée du contexte; il visera plus particulièrement les districts où les synergies avec d'autres activités et d'autres partenaires pourront avoir un impact tangible.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

*Effet direct stratégique 1: Les populations pakistanaises victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un autre type de choc ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après la survenue de l'événement*

53. Étant donné la fréquence et l'intensité accrues des catastrophes naturelles, et le rôle joué par le PAM en complément des interventions du Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM continuera de fournir une aide de secours en cas de besoin; dans ce contexte, il poursuivra sa politique en matière de protection humanitaire, qui préconise l'application des principes humanitaires fondamentaux et du principe consistant à ne pas nuire. Cet effet direct mettra l'accent sur l'appui à la stratégie d'aide au retour axée sur la réinsertion durable élaborée par le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale (et aux plans de transition correspondants), laquelle constate que les tensions engendrées par les opérations de maintien de l'ordre et les déplacements font obstacle au rétablissement des moyens d'existence dans ces zones tribales sous administration fédérale.
54. Le rôle du PAM relatif à cet effet direct devrait nettement diminuer après les deux premières années, lorsque le Gouvernement aura développé sa capacité de gérer les catastrophes avec ses propres systèmes. Le renforcement de la résilience communautaire bénéficiera d'un appui supplémentaire au titre de l'effet direct stratégique 4.

55. Cet effet direct contribuera à la réalisation de l'objectif 16 de l'axe IV du programme Vision 2025 qui vise à réduire l'insécurité alimentaire au moyen de mesures de secours efficaces, et l'effet direct 5 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit d'améliorer l'accès des populations vulnérables à la nourriture. Il est conforme au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2 sur l'accès à une alimentation suffisante.

### ***Domaines d'action privilégiés***

56. Cet effet direct est axé sur les interventions face aux crises, y compris le redressement.

### ***Produits escomptés***

57. Trois produits permettront au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.
  - Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée.
  - Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement.

### ***Activités essentielles***

*Activité 1: Apporter une assistance humanitaire aux populations les plus vulnérables victimes d'une catastrophe pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels*

58. En cas de catastrophe naturelle grave, si son assistance est nécessaire et demandée, le PAM apportera, durant et après la catastrophe, une aide de secours sous forme de transferts non assortis de conditions<sup>41</sup> ainsi qu'un appui au redressement rapide par le biais de transferts assortis de conditions. Il apportera également un appui régulier aux ménages temporairement déplacés des zones tribales sous administration fédérale. Le PAM aura essentiellement recours à des distributions alimentaires et à des transferts de type monétaire, ces derniers devant être privilégiés lorsque les marchés sont stables et l'approvisionnement suffisant, et lorsque les conditions de mise en œuvre et de sécurité le permettent. Pour lutter contre la malnutrition aiguë modérée pendant les premières phases de redressement et compléter les programmes nutritionnels à plus long terme réalisés dans le cadre de l'effet direct stratégique 3, le PAM fournira également des compléments alimentaires ciblés aux enfants de 6 à 59 mois, ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition modérée dans le cadre des programmes de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë. Il conservera sa capacité d'intervention d'urgence et appuiera des modules d'action groupée et des groupes de travail chargés de coordonner l'aide humanitaire. Le cas échéant, le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place ses filets de sécurité et d'autres dispositifs de secours. Il tirera parti des enseignements tirés de l'expérience et des analyses pour bien s'acquitter de sa responsabilité à l'égard des populations touchées et prendra en considération les besoins et les préoccupations des femmes, des hommes, des filles, des garçons et des groupes vulnérables.

*Activité 2: Lutter contre l'insécurité alimentaire et rétablir les moyens d'existence des populations touchées pendant les premières phases du redressement*

59. Le PAM appuiera la construction et la réparation des actifs communautaires grâce à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), afin d'améliorer l'accès à l'alimentation, de favoriser un redressement rapide et de rétablir les moyens d'existence des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones sujettes aux catastrophes, notamment les ménages temporairement déplacés qui regagnent les zones tribales sous administration fédérale. Ces activités seront mises en œuvre conformément au guide d'orientation du PAM relatif aux activités 3A; elles intégreront notamment l'approche à trois niveaux et encourageront la participation de nombreux représentants des communautés. Une analyse environnementale

---

<sup>41</sup> Le budget consacré aux transferts non assortis de conditions comprend des activités complémentaires destinées à promouvoir l'égalité des sexes.

permettra de veiller à ce que la conception des activités tienne compte des problèmes écologiques. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour encourager les femmes à participer aux projets et favoriser la parité hommes-femmes dans les comités de gestion de projet; il soutiendra activement la participation des femmes à la conception des activités, facilitera l'exploitation et la gestion communautaires des actifs créés, et encouragera la prise de décision collective s'agissant des modalités de transfert – en espèces ou en vivres – et de la responsabilité de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages.

60. Les deux activités 1 et 2 seront mises en œuvre par des ONG dotées des capacités techniques requises, sous la supervision des autorités gouvernementales compétentes – par exemple, l'Autorité de gestion des catastrophes et le Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale – et dans le même temps, les capacités des intervenants locaux seront renforcées. Le PAM collaborera avec des partenaires du secteur public et des Nations Unies, notamment, le cas échéant, la FAO, le PNUD, l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

***Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante***

61. Cet effet direct vise à mettre à profit le potentiel que représentent: l'urbanisation rapide et le "déluge de jeunes" au Pakistan, lesquels pourraient constituer une main-d'œuvre productive s'ils bénéficiaient d'une nutrition et d'une éducation correctes et si les femmes devenaient autonomes sur le plan économique; l'augmentation des crédits budgétaires alloués par le Gouvernement aux programmes sociaux; et la mise en place de filets de protection sociale plus progressifs – tels que les stratégies de reclassement adoptées par le programme Benazir de soutien aux revenus – afin de promouvoir l'autosuffisance des bénéficiaires. Adapter les filets de sécurité existants aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et des personnes démunies vivant en milieu rural, périurbain et urbain pourrait contribuer à rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition. Avec la distribution de repas scolaires dans les zones tribales sous administration fédérale, les taux de scolarisation ont augmenté de 15 pour cent<sup>42</sup>, incitant ainsi les autorités provinciales à poursuivre dans ce sens.
62. Face à l'ampleur des besoins, il convient d'intégrer des méthodes éprouvées dans les plans de développement et les budgets du Gouvernement. À cet effet, les partenariats avec les autorités nationales et provinciales – tels que le programme Benazir de soutien aux revenus, l'Agence chargée de la protection sociale dans la province du Punjab et les services provinciaux d'éducation – et avec l'Organisation internationale du travail (OIT), sont fondamentaux. Il s'agira tout d'abord d'expérimenter des modèles de reclassement, des approches à dimension nutritionnelle et destinées à faire évoluer les relations entre les sexes, et des initiatives de repas scolaires, puis, dans un second temps, d'aider les autorités provinciales à transposer ces programmes à plus grande échelle et à les étendre à d'autres régions. D'ici à la fin de la période couverte par le PSP, le système de protection sociale du Pakistan devrait disposer d'un environnement porteur et de méthodes d'intervention qui feront de lui un moteur essentiel de la progression du pays vers la réalisation de l'ODD 2.
63. Cet effet direct contribuera à atteindre les objectifs du programme Vision 2025 visant à réduire l'insécurité alimentaire, améliorer l'éducation – notamment avec la parité des sexes dans l'éducation – et atténuer la pauvreté, et les effets directs du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable relatifs à l'amélioration de l'accès à l'alimentation et à une protection sociale efficace. Il est conforme au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2 sur l'accès à la nourriture, et contribue à la réalisation de l'ODD 1 sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la protection sociale, et de l'ODD 4 sur l'amélioration de l'éducation.

---

<sup>42</sup> Nations Unies. 2017. *One UN: Pakistan Annual Report, 2016*.  
[http://www.un.org.pk/wp-content/uploads/2015/07/UN\\_report\\_2016\\_interactive\\_SIGNED\\_highres.pdf](http://www.un.org.pk/wp-content/uploads/2015/07/UN_report_2016_interactive_SIGNED_highres.pdf).

### ***Domaines d'action privilégiés***

64. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

### ***Produits escomptés***

65. Trois produits contribueront à réaliser cet effet direct:

- Les personnes pauvres et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficiaires des filets de sécurité ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition.
- Les principaux programmes de filets de protection sociale adoptent des mesures visant à s'attaquer aux vulnérabilités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à répondre aux besoins différents des hommes, des femmes, des garçons et des filles pauvres vivant en milieu rural et urbain pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition.
- Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les filles scolarisées dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire.

### ***Activités essentielles***

*Activité 3: Renforcer les dispositifs de protection sociale pour venir en aide aux ruraux et aux citadins pauvres, en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel*

66. Cette activité se décline comme suit:

- *Appui apporté "en amont" au niveau institutionnel et de l'action publique en vue de mettre à jour le système de protection sociale:* Au niveau fédéral et dans les provinces du Punjab et du Khyber Pakhtunkhwa, le PAM soutiendra les réformes de l'action publique engagées pour étendre la protection sociale aux populations exposées à l'insécurité alimentaire, vulnérables sur le plan nutritionnel et en situation de pauvreté temporaire, en incluant les vulnérabilités connexes ainsi que les facteurs relatifs à l'âge et au sexe dans les critères de ciblage des filets de protection sociale tels que le programme Benazir de soutien aux revenus. Dans les provinces du Sindh et du Baloutchistan, le PAM fournira une assistance technique pour la conception de politiques de sécurité alimentaire et de protection sociale à dimension nutritionnelle.
- *Interventions catalytiques "en aval":* Le PAM contribuera à concevoir et à expérimenter des approches à dimension nutritionnelle et des stratégies de reclassement, et à les intégrer dans les filets de sécurité existants en tirant parti de leur potentiel pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la nutrition dues à la pauvreté et contribuer à aider les personnes démunies à sortir de la pauvreté. Les modèles de filet de sécurité à dimension nutritionnelle seront axés sur les adolescentes, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que sur les filles et les garçons, et l'aide sera fournie sous forme d'espèces, de vivres, ou une combinaison des deux; des aliments nutritifs spécialisés pourraient être mis au point ou adaptés pour satisfaire les besoins spécifiques des adolescentes, au titre de l'effet direct stratégique 3, par exemple. Des interventions ciblant les différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons sensibiliseront les bénéficiaires aux questions de nutrition. Les modèles de reclassement seront conçus pour renforcer les moyens d'existence des populations en situation d'insécurité alimentaire vivant en milieu urbain, périurbain et rural. Le PAM a engagé des discussions avec le programme Benazir de soutien aux revenus et les autorités du Punjab et du Khyber Pakhtunkhwa où des politiques de protection sociale sont déjà en place, en vue d'expérimenter ces interventions.

*Activité 4: Apporter aux autorités provinciales une assistance technique pour les programmes de repas scolaires et mettre ces programmes en œuvre, selon que de besoin*

67. Le PAM apportera aux services d'éducation des provinces des conseils sur les politiques à suivre et une assistance technique sur la conception, l'expérimentation et la gestion des initiatives de repas scolaires conduites par le Gouvernement. Cette assistance technique peut porter sur la sélection de repas appropriés, les modalités d'achat et de logistique, et la gestion de la sécurité



sanitaire et de la qualité des aliments. S'agissant de la réinstallation des déplacés dans les zones tribales sous administration fédérale dont les indicateurs en matière d'éducation, de nutrition et d'égalité des sexes sont faibles, et où la culture locale privilégie l'éducation des garçons, le PAM mettra en œuvre des activités de repas scolaires et fournira une aide monétaire aux filles scolarisées dans le secondaire. À partir de 2020, le Gouvernement devrait progressivement assurer l'exécution et le financement des programmes de repas scolaires dans les zones tribales sous administration fédérale.

***Effet direct stratégique 3: La nutrition de l'ensemble de la population pakistanaise s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025***

68. Pour s'attaquer aux problèmes persistants de malnutrition au Pakistan, le PAM prendra des mesures immédiates visant à réduire le retard de croissance et d'autres indicateurs de malnutrition, en vue de rompre le cycle intergénérationnel qu'engendre la malnutrition. Il continuera de coopérer avec le Gouvernement et des partenaires tels que la FAO, l'UNICEF et l'OMS pour corriger les multiples facteurs qui ont des incidences sur la nutrition, y compris les inégalités entre les sexes.
69. Le PAM transférera progressivement au Gouvernement la responsabilité de ses interventions nutritionnelles directes pour se concentrer sur les structures fondamentales – la gouvernance de l'alimentation, un environnement porteur et la mobilisation du secteur privé – et présenter des modèles permettant d'obtenir des résultats efficaces, équitables et durables. Pour venir en aide aux populations urbaines et rurales, le PAM aura recours tant aux programmes gouvernementaux qu'aux marchés commerciaux. À court terme, les activités de traitement et de prévention de toutes les formes de malnutrition cibleront les populations les plus pauvres. À moyen terme, les bénéficiaires indirects auront plus facilement accès à des aliments nutritifs et enrichis, et connaîtront mieux les bonnes pratiques nutritionnelles.
70. Cet effet direct contribuera à la réalisation de l'objectif 16 de l'axe IV du programme Vision 2025 visant à améliorer l'éducation nutritionnelle des groupes à haut risque, et de l'effet direct 4 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable, qui prévoit d'améliorer l'état nutritionnel. Conformément au résultat stratégique 2 du PAM et à la cible 2 de l'ODD 2, il vise à mettre un terme à la malnutrition.

***Domaines d'action privilégiés***

71. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

***Produits escomptés***

72. Quatre produits contribueront à réaliser cet effet direct:
  - Une gouvernance fonctionnelle et efficace dans tous les secteurs et aux niveaux fédéral et provincial contribue à améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier celui des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer.
  - Les acteurs des secteurs public et privé privilégient systématiquement des approches à dimension nutritionnelle pour améliorer l'accès de la population à des aliments nutritifs et favoriser une consommation alimentaire adéquate.
  - Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments.
  - Des modèles économiquement rationnels fondés sur des éléments probants et destinés à améliorer la nutrition sont présentés aux décideurs et aux praticiens, afin de guider la conception des stratégies et des programmes et apporter un appui nutritionnel aux personnes vulnérables.

### **Activités essentielles**

*Activité 5: Aider le Gouvernement à atteindre la cible 2 de l'ODD 2 en renforçant la gouvernance et en améliorant la qualité de la mise en œuvre, la production de données probantes et l'innovation*

73. Cette activité se décline comme suit:

- *Gouvernance:* Le PAM aidera le Gouvernement à renforcer la gouvernance en matière de nutrition, en appuyant l'initiative SUN, notamment le Réseau SUN du secteur privé, et les alliances nationales et provinciales en faveur de l'enrichissement des aliments; il l'aidera aussi à élaborer des politiques, des lois et une réglementation en matière de nutrition, y compris l'enrichissement des aliments, et à les faire appliquer. Le PAM encouragera également à investir dans des politiques et des programmes spécifiquement axés sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle qui correspondent aux besoins et aux intérêts spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons.
- *Mise en œuvre de qualité:* Le PAM s'emploiera à renforcer les capacités techniques du Gouvernement de prévenir et de traiter toutes les formes de la malnutrition au sein des populations rurales et urbaines. Il mettra principalement l'accent sur la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments, mais il soutiendra également les efforts destinés à enrayer l'obésité et le surpoids, en particulier chez les femmes et les enfants. Il assurera la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë sous la forme d'un programme annuel qui sera complété par des activités d'urgence en cas de crise, au titre de l'effet direct stratégique 1. Il transfèrera la responsabilité totale du programme de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë au Gouvernement d'ici la mi-2019. Sa priorité s'orientant alors vers la prévention du retard de croissance, il fournira, par le biais du système de soins de santé primaires du Gouvernement, des aliments nutritifs spécialisés aux enfants de moins de 2 ans et aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et des micronutriments en poudre aux enfants âgés de 2 à 5 ans. Il organisera également des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements adaptées à divers groupes de population pour améliorer les pratiques nutritionnelles. Il appuiera des initiatives d'enrichissement des aliments, telles que l'iodation universelle du sel, en partenariat avec Nutrition International et l'enrichissement d'aliments de base par le Gouvernement et des partenaires privés.
- *Production de données probantes:* Des recherches supplémentaires sur le retard de croissance et la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë seront effectuées pour créer des modèles durables et transposables à plus grande échelle qui permettront de guider les futurs programmes gouvernementaux.
- *Innovations:* Le PAM s'efforcera d'établir des partenariats avec la FAO pour améliorer les capacités des autorités nationales et des services provinciaux de l'alimentation à élaborer et à superviser un système de sécurité sanitaire des aliments et de gestion de la qualité, ainsi que des normes nationales et provinciales applicables aux aliments nutritifs enrichis et spécialisés qui soient conformes à celles en vigueur dans le secteur. Le PAM établira des partenariats avec des entités publiques et privées pour accroître rapidement la production et la commercialisation d'aliments nutritifs spécialisés en vue de lutter contre la dénutrition dans la population en général et de mettre au point des aliments nutritifs spécialisés adaptés aux adolescentes.

***Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux***

74. Le PAM consolidera son expérience en matière d'assistance humanitaire et de développement au Pakistan en mettant les acquis du développement à l'abri des catastrophes naturelles; dans le même temps, il amorcera des activités de développement pendant la phase de redressement. Il développera les capacités d'absorption et d'adaptation, tout en jetant les bases d'une résilience accrue au niveau des communautés et de tous les échelons du Gouvernement, et ce avant, pendant et après les catastrophes, y compris celles liées au changement climatique. Cet effet direct favorise la réorientation du Gouvernement vers une approche volontariste de la gestion des

risques de catastrophe. Étant donné que les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées souffrent souvent de manière disproportionnée des catastrophes, le PAM intégrera des considérations relatives au sexe, à l'âge et aux besoins spéciaux dans les activités de renforcement de la résilience des communautés, en prenant notamment en compte la promotion de l'égalité des sexes dans divers domaines: les possibilités de subsistance, les structures de gestion des risques de catastrophe à assise communautaire ou la sécurité des écoles. Sont prévues à cet effet la formation et l'éducation des enfants scolarisés, des enseignants, des membres des comités de gestion des écoles et des fonctionnaires locaux dans le domaine de la préparation aux catastrophes et de la planification des interventions, notamment les mesures à prendre avant, pendant et après les catastrophes.

75. Le PAM s'efforce de générer un impact vaste et durable en fournissant des données factuelles sur les approches efficaces, notamment des instruments innovants de conception des programmes et de réduction des risques, que le Gouvernement pourra intégrer dans ses plans de développement tout en augmentant progressivement les ressources humaines et financières affectées à la mise en œuvre. Avant la fin de la période couverte par le PSP, les communautés ciblées devraient disposer de systèmes alimentaires plus résilients et de meilleurs moyens de subsistance, et le système de gestion des risques de catastrophe, ainsi que les capacités gouvernementales correspondantes, devraient être renforcés pour mieux faire face aux risques.
76. Cet effet direct s'inscrit dans le Cadre national pour la mise en œuvre de la politique en matière de changement climatique (2014–2030), la Politique nationale de réduction des risques de catastrophe (2013), le Plan national de gestion des risques de catastrophe (2012–2022) et l'effet direct 6 du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable qui vise à renforcer la résilience. Il est conforme au résultat stratégique 4 du PAM et à la cible 4 de l'ODD 2 sur les systèmes alimentaires durables, et contribue à la réalisation de l'ODD 17 sur les partenariats et les capacités et de l'ODD 13 sur le changement climatique.

#### ***Domaines d'action privilégiés***

77. Cet effet direct met l'accent sur le renforcement de la résilience.

#### ***Produits escomptés***

78. Quatre produits vont permettre au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
  - Des modèles de filet de sécurité réactifs aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes sur les ménages très vulnérables.
  - Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables.
  - Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe pour les communautés vulnérables.
  - Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficient pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés vulnérables.

### *Activités essentielles*

*Activité 6: Aider l'administration publique à tous les échelons et les communautés à adopter et à mettre en œuvre un système intégré de gestion des risques climatiques*

79. Cette activité prévoit la mise en place d'instruments innovants de gestion des risques et se décline ainsi:
- Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intégrera la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat, à l'environnement et à la sécurité alimentaire, afin d'atténuer les répercussions possibles sur les communautés vulnérables. Le PAM favorisera la mise au point de solutions mettant en balance sécurité alimentaire et variations climatiques, notamment en sensibilisant les fonctionnaires et le personnel des établissements universitaires locaux aux liens qui existent entre le changement climatique et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
  - Un appui sera apporté au Gouvernement pour qu'il élabore une méthode globale de gestion des risques comprenant plusieurs outils destinés à adapter les interventions de gestion des risques à la situation des zones ciblées, afin de promouvoir des moyens d'existence résilients et centrés sur les communautés et de réduire l'exposition aux chocs. Parmi les exemples d'intervention, on peut citer la mise en lien, le ciblage conjoint et l'enchaînement des activités de création d'actifs, l'amélioration de l'accès aux marchés, le renforcement des chaînes de valeur, les micro-assurances, l'augmentation de l'épargne et l'accès au crédit. Toutes ces initiatives renforceront l'aptitude des populations vulnérables à absorber les chocs ou à s'y adapter pour parvenir à une sécurité alimentaire durable à travers divers moyens: amélioration des ressources naturelles et des débouchés commerciaux, meilleure inclusion financière, filets de sécurité réactifs aux chocs et possibilités de prendre des risques limités. Le PAM collaborera avec des partenaires comme la FAO, suivra l'approche à trois niveaux – une triple approche impliquant une analyse intégrée du contexte, une programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et une planification communautaire participative – et contrôlera les activités pour éviter les dommages environnementaux tout en intégrant la problématique hommes-femmes.

*Activité 7: Renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés de réduire les risques de catastrophe*

80. Cette activité consistera à évaluer les capacités des autorités chargées de gérer les catastrophes et à doter le Gouvernement et les communautés d'outils pour mieux se préparer et intervenir en cas d'urgence, notamment des systèmes d'alerte précoce multidimensionnels qui permettent de surveiller les risques tant dans les zones rurales qu'en milieu urbain. Le PAM s'efforcera d'assurer qu'il y ait des liens entre les différents niveaux de gouvernement – fédéral, provincial, local (district) et *tehsil* – et la communauté et intégrera les questions de protection, de problématique hommes-femmes et d'âge dans les capacités d'intervention. Il contribuera à renforcer les réseaux d'approvisionnement pour faciliter les interventions en cas de choc. À cet effet, il apportera notamment un appui en ingénierie et dans d'autres domaines techniques pour la construction d'installations nécessaires aux interventions humanitaires et aux secours d'urgence, et renforcera la capacité du Gouvernement d'assurer la manutention, le stockage et la gestion des produits alimentaires prépositionnés qui constituent des stocks stratégiques. Le PAM contribuera également à établir des profils de vulnérabilité et de risque pour les districts prioritaires, c'est-à-dire des districts présentant une vulnérabilité persistante et récurrente face à l'insécurité alimentaire, conjuguée à des aléas naturels récurrents d'intensité élevée ou modérée. Le but sera de mieux guider la planification et de produire des données probantes pour renforcer l'efficacité des méthodes de gestion et de réduction des risques.
81. En outre, le PAM fournira une assistance aux activités visant à sécuriser les écoles, élaborera et testera des modèles inclusifs qui permettent d'étendre à l'ensemble des districts une gestion communautaire des risques de catastrophe, et assurera la formation des membres des communautés locales, des représentants des pouvoirs publics et des femmes travaillant dans le secteur de la santé. Il s'attachera à aider les autorités provinciales à renforcer les capacités de mise en œuvre des mesures de réduction des risques de catastrophe au niveau des districts.

***Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire de la population pakistanaise et de lui fournir les services essentiels***

82. Suite à l'assistance fournie par le PAM au Gouvernement du Punjab pour déterminer les moyens d'améliorer l'efficacité de son système d'entreposage des réserves céréalières stratégiques, les autorités d'autres provinces ont fait part de leur souhait de bénéficier d'une assistance technique analogue. Ces gouvernements se rendent compte des économies importantes que peut générer l'assistance du PAM et des améliorations qu'elle peut apporter au contrôle de la qualité et des quantités. Le PAM étendra donc son assistance au diagnostic et à l'amélioration des réseaux d'approvisionnement, et au renforcement des capacités du Gouvernement à réaliser les ODD, consolidant ainsi son partenariat avec le Gouvernement.
83. Cet effet direct est conforme au résultat stratégique 5 du PAM et à la cible 9 de l'ODD 17 visant à renforcer les capacités du Gouvernement et d'autres partenaires à réaliser les ODD.

***Domaines d'action privilégiés***

84. Cet effet direct est axé sur les causes profondes.

***Produits escomptés***

85. Deux produits vont permettre au PAM d'obtenir l'effet direct attendu:
- L'infrastructure des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux (système sanitaire et entreposage des réserves stratégiques de céréales) est conçue et bâtie pour réduire les pertes et améliorer le contrôle de la qualité au profit de la population.
  - La gestion des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux est améliorée de façon à détenir des stocks de produits de qualité en quantités suffisantes pour approvisionner les populations victimes de chocs ou de crises prolongées.

***Activités essentielles***

***Activité 8: Renforcer les capacités du Gouvernement et des partenaires pour assurer la sécurité alimentaire et fournir les services essentiels***

86. Cette activité prévoit d'apporter une aide aux services des provinces chargés de l'alimentation pour qu'ils gèrent les réserves stratégiques de céréales de manière plus efficace. Elle consiste à étudier la faisabilité des plans gouvernementaux liés à l'entreposage des céréales; à apporter une assistance technique (en matière d'ingénierie et de chaînes d'approvisionnement) aux services des provinces chargés de l'alimentation, afin qu'ils améliorent leurs réserves stratégiques de céréales et en renforcent la sécurité et la qualité; à développer les capacités en matière de stockage, de manutention des produits alimentaires et de gestion des entrepôts; à élaborer un système de suivi des produits alimentaires à l'usage des services chargés de l'alimentation; et à partager les bonnes pratiques relatives aux achats de biens et de services. Le PAM peut également tirer parti de ses compétences et de son expérience pour renforcer les capacités d'autres acteurs des secteurs public et privé de réaliser les ODD, y compris ceux relatifs à la santé.

**3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

87. Étant donné que le Gouvernement a pris la conduite de l'action entreprise pour réaliser les ODD et que le PAM envisage de se retirer du pays d'ici à 2030, le présent PSP tend à inscrire les interventions dans les programmes des pouvoirs publics et des entreprises locales. Les modèles d'intervention seront élaborés conjointement avec le Gouvernement, en comptant qu'il affectera progressivement davantage de ressources financières et humaines à la transposition de ces interventions à plus grande échelle. Après la période couverte par le PSP, le PAM apportera essentiellement au Gouvernement une assistance technique pour l'aider à optimiser et adapter les systèmes et les approches institutionnels, en vue d'accélérer les progrès socioéconomiques du Pakistan. Il pourra également faciliter le partage de l'expérience et des compétences avec d'autres pays dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

88. Le nombre de bénéficiaires directs au titre de l'effet direct stratégique 1 devrait diminuer pendant la mise en œuvre du PSP à mesure que les capacités gouvernementales s'accroissent. Bien que les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 2 visent à réduire les inégalités entre les sexes, davantage de garçons en sont bénéficiaires car ils sont plus nombreux à être scolarisés. Le nombre plus élevé de femmes et de filles bénéficiant des activités prévues au titre de l'effet direct stratégique 3 témoigne de la priorité donnée aux besoins nutritionnels particuliers des adolescentes et des femmes en âge de procréer.
89. Le PSP ayant mis l'accent sur le renforcement des capacités, le nombre de bénéficiaires indirects de l'assistance du PAM devrait être important, puisqu'il s'agit des personnes pouvant tirer profit des actifs communautaires créés, de l'amélioration des critères de ciblage des filets de protection sociale, des capacités gouvernementales consolidées pour la mise en œuvre d'activités relatives à la nutrition, à la gestion des risques de catastrophe et aux repas scolaires, et de l'amélioration des politiques, des institutions et des réserves stratégiques de céréales.

<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activités</b>	<b>Femmes et filles</b>	<b>Hommes et garçons</b>	<b>Total</b>
1	Assistance humanitaire	455 700	474 300	<b>930 000</b>
	Redressement	882 000	918 000	<b>1 800 000</b>
2	Mécanismes de protection sociale	16 300	7 200	<b>23 500</b>
	Repas scolaires	325 500	424 300	<b>749 800</b>
3	Nutrition	2 484 100	1 132 600	<b>3 616 700</b>
4	Gestion intégrée des risques climatiques	59 000	61 000	<b>120 000</b>
	Réduction des risques de catastrophe	219 000	228 000	<b>447 000</b>
5	Renforcement des capacités pour la réalisation des ODD	-	-	-
<b>Total</b>		<b>4 441 600</b>	<b>3 245 400</b>	<b>7 687 000</b>

## 4.2 Transferts

## Transferts de vivres et transferts de type monétaire

**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

Type d'activité	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2					Effet direct stratégique 3				Effet direct stratégique 4		
	Activité 1			Activité 2	Activité 3			Activité 4		Activité 5				Activité 6	Activité 7	
	Distribution générale de vivres	Activités 3A	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë		Filet de sécurité à dimension nutritionnelle	Adolescentes	Protection sociale-moyens d'existence	Repas scolaires (enfants des écoles maternelles et	Repas scolaires (enfants des écoles primaires)	Repas scolaires (collégiennes du deuxième cycle)	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë	Prévention du retard de croissance/des carences en micronutriments				
		Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes							Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants de 6 à 23 mois	Enfants de 24 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes		
	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres et transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire
Céréales	444	444			444											
Légumes secs	44	44			44											
Huile	25	25			25				13							
Sel	1	1			1											
Biscuits à haute teneur énergétique	75							75	75							
Aliments prêts à consommer (Wawa Mum)	50					50						50				



**TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour),  
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

	Effet direct stratégique 1				Effet direct stratégique 2				Effet direct stratégique 3				Effet direct stratégique 4					
	Activité 1		Activité 2	Activité 3		Activité 4		Activité 5				Activité 6	Activité 7					
Aliments prêts à consommer ( <i>Acha Mum</i> )			100									100						
Supplément nutritif à base de lipides ( <i>Mamta</i> )	75			150			20*						150			50		
Micronutriments en poudre															1			
<b>Total</b>	<b>714</b>	<b>514</b>	<b>100</b>	<b>150</b>	<b>514</b>	<b>50</b>	<b>20</b>		<b>75</b>	<b>88</b>			<b>150</b>	<b>50</b>				
Total kcal/jour	2 141**	1 880	520	780	1 880	260	104		338	452		520	780	260	0	260		
% kcal d'origine protéique	14,2	14,8	10	10	14,8	10	10		11	8,3		10	10	10	0	10		
Transferts de type monétaire ( <i>dollar/famille/mois</i> )		57			57			57/286***			9,5	100	150				57/20****	57
Nombre de jours d'alimentation	60	90	90	120	90	360	360	90	198	198/150*****	270	90	120	360	360	180	90	90

\* Un nouveau produit sera spécifiquement mis au point pour les adolescentes. On estime que chaque fille recevra un colis de 20 grammes trois fois par semaine. Les quantités proposées sont calculées à partir d'estimations et peuvent être modifiées.

\*\* La valeur en kilocalories est calculée sur la base d'un assortiment alimentaire de céréales, légumes secs, huile végétale, sel iodé et produits alimentaires spécifiques en fonction de l'âge (*Wawa Mum*, supplément nutritif à base de lipides *Mamta*, biscuits à haute teneur énergétique), selon les besoins énergétiques.

\*\*\* Les ménages sélectionnés recevront une assistance ponctuelle à titre d'incitation pour passer aux activités d'appui aux moyens d'existence.

\*\*\*\* Les participants recevront 57 dollars par mois pour leur travail en matière de création d'actifs; une prime d'assurance unique de 20 dollars par participant est inscrite au budget.

\*\*\*\*\* 198 jours d'alimentation sur place et 150 jours de rations à emporter pendant l'année scolaire. Pour inciter les enfants à poursuivre leurs études, une ration à emporter de 4,5 kilogrammes leur sera distribuée tous les deux mois pour 150 jours, soit 13 grammes par enfant et par jour.

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Type de vivres/transferts de type monétaire</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Céréales	69 269	27 707 475
Légumes secs	6 858	2 782 226
Huile et matières grasses	21 677	19 076 116
Aliments composés et mélanges	50 412	96 376 426
Autres	416	6 138 541
<b>Total (vivres)</b>	<b>148 632</b>	<b>152 080 784</b>
Transferts de type monétaire	–	63 244 470
<b>Total (valeur des vivres et des transferts de type monétaire)</b>	<b>148 632</b>	<b>215 325 254</b>

90. Le PAM aura recours aux transferts de type monétaire là où les marchés sont stables et suffisamment approvisionnés. Il tiendra également compte des résultats des analyses différenciées par sexe et des évaluations des problèmes de protection. En revanche, il préférera les distributions de vivres si les marchés locaux ne garantissent pas un approvisionnement adéquat en aliments sains et nutritifs et si un assortiment alimentaire ou des aliments nutritifs spécialisés sont indispensables à la réalisation de l'effet direct.

#### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

91. Le principal objectif du PSP consiste à donner au Pakistan les moyens de conduire et de poursuivre l'action qu'il a entreprise pour réaliser les ODD. Toutes les activités visent donc à renforcer les capacités du Gouvernement, des institutions universitaires et des ONG locales. Le PAM facilitera le partage des connaissances, des données d'expérience et des compétences dans le cadre de la coopération Sud-Sud avec d'autres pays, notamment la Chine et son centre d'excellence du PAM.

#### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

92. Le PAM fournit une large gamme de services pour accroître les capacités nationales du Pakistan en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise. Ces services, qui sont axés sur l'amélioration du réseau d'approvisionnement du Gouvernement, prévoient l'établissement d'installations d'entreposage au niveau des provinces, des divisions et des districts. L'une des grandes priorités consistera à réduire les pertes de produits alimentaires grâce à une chaîne d'approvisionnement efficace, en permettant au Gouvernement d'établir des réserves stratégiques de céréales.
93. Le PAM continuera d'acheter des produits alimentaires dans le pays ou à l'internationale en fonction du rapport coût-efficacité, et facilitera les importations qui transitent par les ports de Karachi pour les opérations en Afghanistan et au Pakistan. Les produits seront stockés dans les entrepôts gérés par le PAM disséminés dans tout le pays. La mouture du blé effectuée par des entreprises commerciales sera supervisée et tous les mouvements de vivres seront suivis en temps réel. Chaque fois que le PAM optera pour les transferts de type monétaire, il effectuera des évaluations de marché pour recenser les risques potentiels au niveau de la chaîne d'approvisionnement, et des prestataires de services financiers seront sélectionnés dans le cadre de ses procédures d'achat.
94. Les services d'approvisionnement seront également proposés à d'autres organismes des Nations Unies, des ONG, des services du Gouvernement et d'autres acteurs humanitaires.

#### **4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel**

95. La taille, la structure et le profil du personnel du bureau de pays seront adaptés en fonction de la réorientation de l'action du PAM au Pakistan, laquelle prévoit d'aider le Gouvernement à mettre en place un environnement porteur, à créer des modèles fondés sur des données probantes, équitables et offrant un bon rapport coût-efficacité, et à renforcer les capacités pour permettre la réalisation des ODD 2 et 17. Le bureau de pays procède actuellement à l'examen complet de sa structure, depuis la direction jusqu'aux bureaux auxiliaires.

#### **4.5 Partenariats**

96. En tant que responsable de la réalisation des ODD dans le pays, le Gouvernement est le principal partenaire du PAM. Le PAM maintiendra le dialogue avec les ministères des finances, des affaires étrangères, et de la planification, du développement et des réformes. À l'échelle fédérale, il établira des partenariats avec les ministères de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche, des services de santé publique, et du changement climatique, avec l'Autorité nationale de gestion des catastrophes et avec le programme Benazir de soutien aux revenus. Il collaborera également avec les services provinciaux chargés de la planification et du développement, de la promotion de la femme, de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des forêts, de la protection sociale, et de l'administration locale et du développement rural.
97. Partenaire de confiance des acteurs internationaux du développement, le PAM contribuera à la réalisation d'objectifs communs et veillera à la transparence des investissements. Il mettra plus particulièrement sur les compétences de ses partenaires, en ayant par exemple recours à son centre d'excellence en Chine. La promotion de l'égalité des sexes sera un élément fondamental de tous les partenariats.
98. Les ONG sont des partenaires d'exécution majeurs; parmi les partenaires susceptibles de l'aider à explorer de nouvelles perspectives, on peut citer la Société du Croissant-Rouge et Oxfam. Le PAM mobilisera des ONG locales, des acteurs de la société civile et des institutions universitaires, tels que l'université Aga Khan et le Centre national de recherche agricole.
99. Le PAM collaborera avec le secteur public et le secteur privé pour mobiliser leur expérience et leurs ressources financières en vue de parvenir à éliminer la faim, et attachera une importance particulière aux produits nutritifs, aux chaînes d'approvisionnement, aux moyens d'existence et aux instruments de gestion des risques.
100. Le bureau de pays participe activement à l'initiative "Unis dans l'action" et préside ou copréside actuellement les groupes thématiques de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la résilience et de la protection sociale. Il continuera de s'employer à collaborer avec l'UNICEF et l'OMS dans le domaine de la nutrition, et avec la FAO et le FIDA dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.

### **5. Gestion de la performance et évaluation**

#### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

101. Un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes est en voie d'élaboration, en application du Cadre de résultats institutionnels du PAM et de la stratégie institutionnelle en matière d'évaluation; les coûts de ces travaux figurent dans le budget du portefeuille de pays. Le plan décrit dans le détail les processus de suivi et d'établissement de rapports relatifs à chaque effet direct stratégique et rationalise les interventions destinées à renforcer les capacités.
102. Des études de référence seront réalisées préalablement aux activités d'assistance alimentaire mises directement en œuvre par le PAM et aux interventions de renforcement des capacités. Une évaluation décentralisée de l'impact aura lieu en 2021 pour mesurer les effets réels – ou supposés – des interventions du PAM sur la vie des personnes temporairement déplacées. Le PAM effectuera un examen à mi-parcours pour identifier les défaillances puis procédera à une évaluation du portefeuille de pays en 2021 pour étudier les résultats obtenus et guider l'élaboration des programmes futurs. Un examen des modalités de transfert est également prévu qui apportera un éclairage utile tant sur l'usage de ces modalités au PAM que sur les choix du

Gouvernement et d'autres partenaires. Tous les travaux de recherche opérationnelle, y compris les études en cours sur la prévention de la malnutrition chez les adolescentes, seront publiés pour guider les opérations du PAM dans le monde. Le système de suivi, y compris les études de référence, permettra que des données pertinentes soient recueillies, ventilées par âge et par sexe, analysées et exploitées.

103. Le PAM continuera d'avoir recours aux technologies de collecte et de communication des données en temps réel pour assurer le suivi sur la base d'indicateurs et en rendre compte. Le personnel de terrain en poste dans les districts assurera un suivi régulier des opérations. Dans les zones où l'accès du personnel des Nations Unies est restreint, le PAM externalisera les fonctions de suivi pour assurer une supervision et un contrôle réguliers des activités.
104. Le PAM étudiera les possibilités d'instaurer un suivi conjoint avec d'autres organismes et avec le Gouvernement, notamment pour rendre compte des avancées du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable et aider le Gouvernement à assurer le suivi des ODD et des indicateurs nationaux.
105. Le mécanisme de remontée d'information du PAM offre aux principales parties prenantes (c'est-à-dire les bénéficiaires et les communautés touchées), et à toute personne souhaitant faire part de ses observations sur les programmes du PAM, la possibilité de donner son avis sur la qualité et l'efficacité de l'assistance fournie. Le PAM peut ainsi détecter les problèmes, notamment ceux ayant trait à la protection, à la fraude et au détournement, et améliorer ses programmes. Le cas échéant, il aidera le Gouvernement et d'autres partenaires à mettre en place ou à adapter des mécanismes semblables pour améliorer leurs opérations et renforcer la protection.

## **5.2 Gestion des risques**

106. Le PAM évalue régulièrement les risques en fonction de la probabilité qu'ils surviennent et revoit ses plans d'atténuation des risques en consultation avec les parties prenantes. Le registre des risques institutionnels, qui est régulièrement mis à jour, continuera d'orienter les activités de préparation et d'atténuation des risques.

### ***Risques contextuels***

107. Il est fort probable qu'une catastrophe naturelle de grande ampleur perturbe les activités, détourne l'attention des activités de développement et absorbe les ressources qui leur étaient destinées. Le présent PSP donne au PAM la flexibilité requise pour intervenir sur demande en cas de catastrophe et s'efforce d'atténuer les effets des chocs en renforçant la résilience des communautés et le système national de gestion des risques de catastrophe. Dans le même temps, l'axe de développement du Pakistan reste clairement dans sa ligne de mire.
108. Bien que la situation se soit améliorée, des problèmes de sécurité compromettent l'accessibilité, la sécurité alimentaire et la nutrition des populations touchées. Le PAM poursuivra sa collaboration avec le Gouvernement, les partenaires coopérants, l'équipe de pays des Nations Unies et les communautés afin de réduire ces risques le plus possible, et échangera des informations pour faciliter la compréhension du contexte et définir des mesures d'atténuation. Il respectera les normes minimales de sécurité opérationnelle du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour atténuer les risques qui pèsent sur la sécurité du personnel.
109. La participation renforcée des communautés, les programmes contribuant à transformer les relations entre les sexes et l'application des principes consistant à ne pas nuire sont autant d'éléments qui contribueront à atténuer les problèmes causés par des normes socioculturelles discriminatoires qui restreignent l'accès des femmes et des filles à certains services.

### ***Risques programmatiques***

110. Pour réduire les déficits de financement possibles, le PAM mobilisera des bailleurs de fonds et dialoguera avec les pouvoirs publics, le secteur privé et les donateurs non traditionnels pour élargir sa base de donateurs. Pour que le PAM puisse appuyer les efforts déployés par le Pakistan en vue de réaliser les ODD, il est nécessaire que le Gouvernement respecte ses engagements et ses priorités. Afin de réduire les risques encourus en cas de non-respect, le Programme inscrira les engagements gouvernementaux dans les plans de développement et les mémorandums

d'accord, et renforcera les capacités des institutions universitaires, de la société civile et des ONG locales. Pour atténuer les risques associés aux opérations menées par des ONG internationales dans le pays, le PAM continuera de renforcer ses partenariats avec des ONG locales, en développant leurs compétences techniques dans des domaines tels que la gestion financière, la programmation participative, l'établissement de rapports, le suivi et la gestion des entrepôts.

111. Une évaluation régulière des marchés, des conditions d'exploitation et des gains d'efficacité permettra de remédier aux risques opérationnels associés aux transferts de type monétaire, y compris ceux touchant la protection. L'analyse des risques environnementaux sera conduite en conformité avec la politique de 2017 du PAM en la matière.

### ***Risques institutionnels***

112. Pour minimiser les risques institutionnels, tels que les détournements ou les pertes de liquidités, il sera nécessaire d'appliquer les règles du PAM relatives à la passation des marchés et à la gestion financière, de sensibiliser les partenaires coopérants au Règlement financier du PAM, d'évaluer les prestataires de services financiers et d'informer les bénéficiaires des allocations auxquelles ils ont droit et des mécanismes de distribution. Des systèmes innovants, tels que le système de résolution rapide des problèmes et le mécanisme de remontée d'information mis à disposition des bénéficiaires, seront mis en place pour faciliter la résolution rapide de tout incident. Une gestion efficace du système d'administration des ressources humaines et des politiques en la matière permettra de réduire les risques relatifs au recrutement et aux affectations du personnel. Le bureau évaluera l'état de préparation du personnel en tenant compte de l'évolution des priorités et remédiera aux déficits de capacités grâce à la formation et au soutien assurés par le bureau régional et le Siège.

## **6. Des ressources axées sur les résultats**

### **6.1 Budget de portefeuille de pays**

<b>TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>Total</b>
1	56 064 081	50 983 555	12 653 186	22 374	10 768	<b>119 733 964</b>
2	21 520 681	16 013 549	18 924 682	15 076 819	13 702 244	<b>85 237 975</b>
3	35 111 382	36 142 358	30 031 477	29 156 019	19 983 794	<b>150 425 029</b>
4	8 055 190	11 492 833	15 444 832	24 154 116	22 667 329	<b>81 814 299</b>
5	2 645 520	3 376 353	2 938 275	2 022 892	1 394 645	<b>12 377 686</b>
<b>Total</b>	<b>123 396 854</b>	<b>118 008 648</b>	<b>79 992 452</b>	<b>70 432 220</b>	<b>57 758 780</b>	<b>449 588 953</b>

113. Le budget reflète la réorientation du PSP, qui abandonne progressivement la mise en œuvre directe des programmes d'assistance au profit de l'appui au Gouvernement. À mesure que la capacité du Gouvernement de prendre en compte et de gérer les risques de catastrophe s'accroît et que les mesures de redressement dans les zones tribales sous administration fédérale touchent à leur terme, la nécessité des interventions du PAM face aux crises devrait se faire moins sentir, comme le montre le budget de l'effet direct stratégique 1. Dans le même temps, l'assistance du PAM visant à améliorer la résilience du système de gestion des risques au titre de l'effet direct stratégique 4 se renforcera. Le budget établi pour l'effet direct stratégique 3 détaille les investissements requis pour réduire la malnutrition actuelle et accélérer le changement au bénéfice des générations futures; sa diminution dans le temps coïncide avec le transfert des responsabilités au Gouvernement. Celui-ci prendra également progressivement en main les activités de repas scolaires, ce qui permettra de réduire le budget de l'effet direct stratégique 2.
114. La dimension de l'égalité des sexes étant intégrée à l'ensemble du PSP, le PAM a dégagé des crédits qui seront spécifiquement affectés aux activités favorisant l'égalité entre les sexes.

## **6.2 Perspectives de financement**

115. Le budget total du PSP s'élève à 449,6 millions de dollars. Les effets directs stratégiques sont conformes aux intérêts des donateurs et se prêtent à la mobilisation de fonds. Le PAM consulte actuellement les donateurs pour établir des domaines d'intervention privilégiés qui concordent avec leurs objectifs. Étant donné la persistance des besoins humanitaires et compte tenu des plans gouvernementaux – approuvés par les donateurs – relatifs à la réinstallation des populations dans les zones tribales sous administration fédérale, les contributions destinées aux opérations de secours et de redressement dans ces zones devraient se maintenir. Par ailleurs, la hausse des investissements publics ouvre de nouvelles perspectives, s'agissant des effets directs stratégiques 2, 3 et 4.
116. Le Gouvernement du Pakistan est actuellement le deuxième donateur des opérations du PAM dans le pays et figure au premier rang mondial des gouvernements à la fois hôtes et donateurs du PAM. Au vu des résultats économiques du Pakistan et des attentes qui en résultent de la part des partenaires internationaux de développement, le PSP sera financé au moyen d'investissements gouvernementaux de plus en plus importants; le PAM continuera également de rechercher des soutiens financiers internationaux.

## **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

117. Le bureau de pays élabore actuellement un plan de mobilisation des ressources pour financer la mise en œuvre du PSP. Le plan vise à diversifier les flux de financement, en mettant à profit les partenariats solides du PAM avec le Gouvernement et les donateurs actuels, tout en renforçant les liens existants avec les donateurs émergents et nouveaux. Le PAM mobilisera des ressources en coopération avec le Gouvernement, notamment en déposant des demandes auprès des fonds mondiaux tels que le Fonds vert pour le climat. Le plan définit les mesures qui peuvent être prises avec les donateurs en vue de s'assurer des financements plus prévisibles, souples et, de préférence, pluriannuels pour une mise en œuvre efficace et efficiente du PSP.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE PAKISTAN (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2022)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (cible 1 de l'ODD 2)**

**Effet direct stratégique 1: Les populations pakistanaises victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un autre type de choc ont rapidement accès à une alimentation et à une nutrition suffisantes pendant et après la survenue de l'événement**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la  
nutrition

Domaine d'action privilégié: réponse face à  
une crise

Hypothèses:

Les besoins d'assistance alimentaire des populations touchées sont recensés et communiqués en temps voulu à tous les niveaux.

Les organismes humanitaires s'engagent ensemble pour passer avec succès des secours d'urgence à un redressement rapide, et les besoins des communautés sont jugés prioritaires et sont suffisamment pris en compte dans les stratégies et programmes de relèvement après la crise.

Le Gouvernement continue d'apporter son appui pour assurer la sécurité de l'environnement opérationnel.

Des financements et des ressources suffisants sont disponibles.

#### Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité



Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

## **Activités et produits**

### **1 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs. (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)**

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante sous forme de transferts de type monétaire ou de transferts de vivres pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base. (H: Services et plateformes partagés mis à disposition)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés reçoivent une assistance suffisante, notamment des aliments nutritifs spécialisés, pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée. (B: Aliments nutritifs fournis)

### **2 Lutter contre l'insécurité alimentaire et rétablir les moyens d'existence des populations touchées pendant les premières phases du redressement. (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)**

Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement. (A: Ressources transférées)

Les populations touchées reçoivent une aide destinée à reconstituer leurs moyens d'existence et à accélérer le redressement. (D: Actifs créés)

**Effet direct stratégique 2: D'ici à 2022, le système de protection sociale aux niveaux fédéral et provincial permet aux populations les plus vulnérables, en particulier les femmes, les adolescentes et les enfants, d'avoir plus facilement et plus durablement accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégiés: causes profondes

Hypothèses:

Les entités gouvernementales compétentes s'engagent et sont disposées à concevoir et à mettre en œuvre des programmes de repas scolaires.  
Les programmes et les politiques continuent de considérer que la nutrition est une priorité de la protection sociale.  
Des ressources adéquates sont affectées et mobilisées en faveur de l'élaboration des politiques, de la planification et de l'exécution.

#### **Indicateurs d'effet direct**

Taux de scolarisation

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Taux de poursuite des études

Score de capacité Faim zéro

#### **Activités et produits**

**3 Renforcer les dispositifs de protection sociale pour venir en aide aux ruraux et aux citadins pauvres, en situation d'insécurité alimentaire et vulnérables sur le plan nutritionnel. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les principaux programmes de filets de protection sociale adoptent des mesures visant à s'attaquer aux vulnérabilités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et à répondre aux besoins différents des hommes, des femmes, des garçons et des filles pauvres vivant en milieu rural et urbain pour rompre le cycle intergénérationnel de la pauvreté et de la malnutrition. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes pauvres et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficiaires des filets de protection ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition. (A: Ressources transférées)

Les personnes pauvres et vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficiaires des filets de protection ont accès à des aliments nutritifs pour améliorer leur nutrition. (B: Aliments nutritifs fournis)

#### **4 Apporter aux autorités provinciales une assistance technique pour les programmes de repas scolaires et mettre ces programmes en œuvre, selon que de besoin. (Repas scolaires)**

Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les filles scolarisées dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire. (A: Ressources transférées)

Les garçons et les filles ciblés qui fréquentent les écoles primaires publiques et les filles scolarisées dans les écoles secondaires reçoivent des aliments nutritifs et participent à des programmes d'éducation nutritionnelle pour améliorer leur nutrition et accroître la fréquentation scolaire. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

#### **Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition**

##### **Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)**

**Effet direct stratégique 3: La nutrition de l'ensemble de la population s'améliore, en particulier celle des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, conformément aux objectifs nationaux établis pour 2025**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

#### **Hypothèses:**

Les partenaires de développement s'engagent à augmenter le niveau de leur contribution conformément aux initiatives nationales en faveur de la nutrition.

Les entités nationales et provinciales compétentes du Gouvernement participent.

Les services essentiels de nutrition sont accessibles aux bénéficiaires ciblés.

Le Gouvernement continue d'apporter son appui pour assurer la sécurité de l'environnement opérationnel.

Des ressources suffisantes sont disponibles.

#### **Indicateurs d'effet direct**

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Score de capacité Faim zéro

### Activités et produits

#### **5 Aider le Gouvernement à atteindre la cible 2 de l'ODD 2 en renforçant la gouvernance et en améliorant la qualité de la mise en œuvre, la production de données probantes et l'innovation. (Prévention de la malnutrition)**

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (A: Ressources transférées)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient d'interventions spécifiques pour prévenir toutes les formes de malnutrition, particulièrement la malnutrition aiguë, le retard de croissance et les carences en micronutriments. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Des modèles économiquement rationnels fondés sur des éléments probants et destinés à améliorer la nutrition sont présentés aux décideurs et aux praticiens, afin de guider la conception des stratégies et des programmes et apporter un appui nutritionnel aux personnes vulnérables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Une gouvernance fonctionnelle et efficace dans tous les secteurs et aux niveaux fédéral et provincial contribue à améliorer l'état nutritionnel de la population, en particulier celui des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes en âge de procréer. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les acteurs des secteurs public et privé privilégient systématiquement des approches à dimension nutritionnelle pour améliorer l'accès de la population à des aliments nutritifs et favoriser une consommation alimentaire adéquate. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

**Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire****Résultat stratégique 4: Les systèmes alimentaires sont durables (cible 4 de l'ODD 2)**

**Effet direct stratégique 4: D'ici à 2022, les communautés des districts exposés aux catastrophes peuvent compter sur des systèmes alimentaires plus résilients et les acquis du développement sont mieux protégés grâce à des systèmes de gestion des risques de catastrophe en place à tous les niveaux**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

**Hypothèses:**

Le Gouvernement continue de soutenir l'exécution des plans.

Les autorités chargées de la gestion des catastrophes sont associées à tous les niveaux.

Les partenaires coopérants sont capables d'assurer efficacement l'exécution et la coordination avec le PAM.

Les financements et les partenaires requis sont disponibles pour mettre en œuvre les activités de création d'actifs et de relèvement.

**Indicateurs d'effet direct**

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (moyenne)

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Score de capacité Faim zéro

## Activités et produits

### **6 Aider l'administration publique à tous les échelons et les communautés à adopter et à mettre en œuvre un système intégré de gestion des risques climatiques. (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)**

Des modèles de protection sociale réactifs aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes sur les ménages très vulnérables.

(A: Ressources transférées)

Des modèles de protection sociale réactifs aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes sur les ménages très vulnérables.

(C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Des modèles de protection sociale réactifs aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes sur les ménages très vulnérables. (D: Actifs créés)

Des modèles de protection sociale réactifs aux chocs sont élaborés pour anticiper et atténuer les effets des catastrophes sur les ménages très vulnérables. (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (A: Ressources transférées)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les bénéficiaires ciblés bénéficient d'une assistance pour la création d'actifs permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de renforcer la résilience face aux chocs, de réduire les risques et de garantir des moyens d'existence durables. (D: Actifs créés)

### **7. Renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés de réduire les risques de catastrophe. (Préparation aux situations d'urgence)**

Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficace pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés vulnérables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Le système d'intervention humanitaire, y compris les acteurs gouvernementaux, locaux et internationaux, se tient prêt à réagir et dispose d'un réseau d'approvisionnement efficace pour intervenir en cas de catastrophe et protéger sans tarder les communautés vulnérables. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe pour les communautés vulnérables. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Un système reliant les provinces, les districts et les communautés au niveau fédéral intègre la réduction et la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des risques relatifs au climat et à l'environnement, afin d'atténuer le risque de catastrophe pour les communautés vulnérables. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

**But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**

**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD**

**Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (cible 9 de l'ODD 17)**

**Effet direct stratégique 5: D'ici à 2022, les systèmes fédéraux et provinciaux sont mieux à même d'assurer la sécurité alimentaire et les services essentiels**

Catégorie d'effet direct correspondante:  
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Les ministères compétents continuent de donner la priorité à des systèmes efficaces de stockage des céréales.

#### **Indicateurs d'effet direct**

Score de capacité Faim zéro

#### **Activités et produits**

**8 Renforcer les capacités du Gouvernement et des partenaires pour assurer la sécurité alimentaire et fournir les services essentiels. (Renforcement des capacités institutionnelles)**

L'infrastructure des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux (système sanitaire et entreposage des réserves stratégiques de céréales) est conçue et bâtie pour réduire les pertes et améliorer le contrôle de la qualité au profit de la population. (L: Investissements consacrés à l'infrastructure et à l'équipement appuyés)

La gestion des systèmes d'approvisionnement gouvernementaux est améliorée de façon à détenir des stocks de produits de qualité en quantités suffisantes pour approvisionner les populations victimes de chocs ou de crises prolongées. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences**

**Indicateurs transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**

**Indicateur transversal**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**

**Indicateurs transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2 Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

**C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**

**Indicateur transversal**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin



## ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ( <i>en dollars</i> )						
	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2 cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 4 cible 4 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5 cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Causes profondes	Causes profondes	Résilience	Causes profondes	
Transferts	94 793 263	58 354 559	103 991 288	54 864 251	8 837 405	<b>320 840 765</b>
Mise en œuvre	9 676 105	14 058 867	24 047 005	13 591 824	1 718 624	<b>63 092 425</b>
Coûts d'appui directs ajustés	7 431 533	7 248 233	12 545 847	8 005 887	1 011 902	<b>36 243 402</b>
Total partiel	111 900 901	79 661 659	140 584 139	76 461 962	11 567 931	<b>420 176 592</b>
Coûts d'appui indirects (7 pour cent)	7 833 063	5 576 316	9 840 890	5 352 337	809 755	<b>29 412 361</b>
<b>Total</b>	<b>119 733 964</b>	<b>85 273 975</b>	<b>150 425 029</b>	<b>81 814 299</b>	<b>12 377 686</b>	<b>449 588 953</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance